

"...Cela signifie non seulement la disparition de toute souplesse dans la façon de régler les conflits de l'Europe, mais également la perte pour l'OTAN, de tout espoir de maintenir la sécurité des citoyens allemands dans le cas d'une agression quelconque contre l'Allemagne. Et partant, l'Allemagne aura de moins en moins confiance en cette alliance. En outre, cela signifie une perte considérable de pouvoir de marchandage avec l'Europe orientale, étant donné qu'il n'y a aucun indice d'une diminution des forces militaires au sein du Pacte de Varsovie..."

La conclusion à laquelle le Gouvernement est arrivé, après avoir étudié de nouveau toute la question en août dernier, c'est que de puissantes forces alliées sont encore nécessaires en Europe: d'abord, pour maintenir la stabilité sur ce continent divisé; ensuite, pour exercer une pression continue sur l'Union soviétique afin qu'elle tende de plus en plus à entretenir des relations normales avec les pays de l'Europe occidentale et qu'elle en vienne en fin de compte à accepter un règlement pacifique en Europe centrale, qui pourrait être appliqué sans la présence de forces soviétiques. Nous croyons que pour réaliser ces desseins, il faut conserver l'équilibre des forces en Europe.

Une telle attitude n'écarte pas la possibilité de travailler à une réduction équilibrée des forces, grâce à une entente avec les Russes ou à l'exemple qui viendrait de part et d'autre. Une telle diminution pourrait être réalisée sans nuire à l'équilibre actuel, et le Canada se réjouirait de tout progrès accompli en ce sens. De fait, nous étudierons cette question aux prochaines réunions de l'OTAN, qui auront lieu à Bruxelles, en décembre. Si la guerre prenait fin au Vietnam, nous réaliserions des progrès en vue d'une réduction des forces qui serait mutuelle. Jusque-là et jusqu'au règlement de certains différends, tel que celui du Moyen-Orient, nous devons poursuivre notre politique actuelle.

Le Gouvernement a également étudié la proposition voulant que notre apport à l'OTAN se limite à des forces en garnison au Canada. La thèse en faveur d'une telle démarche ne laisse pas d'être plausible. Les nations d'Europe sont aujourd'hui plus vigoureuses dans les domaines militaires et économiques et ne dépendent pas de l'aide extérieure autant qu'à l'époque où l'OTAN a été créée. En conséquence, l'apport du Canada à la défense de l'Europe est actuellement beaucoup moins important qu'il ne l'était. Mais cet argument ne tient pas compte du fait que la plupart des petits pays de l'OTAN sont plus ou moins dans la même situation: c'est à dire qu'ils doivent fournir une petite part qui, par elle-même, n'est pas essentielle et, sous pression, trouver de nouvelles sources de revenu pour d'autres formes d'activité gouvernementale.

Le principe fondamental d'une alliance veut que chacun de ses membres apporte sa quote-part. Puisque nous croyons que l'Alliance a toujours son importance, nous ne voyons pas d'autre solution que de continuer à participer convenablement au maintien des forces de l'OTAN en Europe.

Nous sommes, bien entendu, conscients de l'attrait qu'offre l'idée d'assurer l'appui des forces canadiennes à l'OTAN, à partir du territoire